



GOVERNEMENT

Liberté
Égalité
Fraternité



MOBILITÉ SOLIDAIRE

UN ACCOMPAGNEMENT, DES SOLUTIONS MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES POUR LEVER LES FREINS VERS L'EMPLOI

Mai 2021

Une personne en insertion sur deux déclare avoir déjà refusé un travail ou une formation pour des problèmes de mobilité.

L'accès à la mobilité constitue un frein majeur à l'insertion, en particulier dans de nombreux territoires ruraux ou d'anciens territoires industriels. Parfois liées au manque de moyen de locomotion ou au coût du permis de conduire, les difficultés sont à la fois économiques et matérielles. Elles peuvent aussi relever d'un manque d'information sur les solutions existantes, d'une appréhension à prendre les transports en commun, à un manque de confiance dans sa capacité à se déplacer, à se repérer sur un plan ou à réserver un billet de train.

Dans le cadre du renforcement de la Stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté au mois d'octobre 2020, le Gouvernement a lancé des mesures de soutien à la mobilité solidaire pour lever les freins à la mobilité vers l'emploi. Ainsi, toutes les personnes éloignées de l'emploi qui se heurtent à des problèmes de mobilité pourront se voir proposer un accompagnement, une solution pratique et une solution de financement pour retrouver une autonomie pour se déplacer.

D'ici 2022, 70 millions d'euros seront consacrés par l'État à ces mesures.

Pour répondre à cet enjeu, le Gouvernement met en œuvre des mesures très concrètes

- Il met en place dans les zones non encore pourvues des plateformes mobilité, lieux d'accueil et d'accompagnement à la levée des freins liés à la mobilité pour informer, orienter et accompagner les personnes vers les solutions adéquates et renforce les moyens de Pôle emploi et des Conseils départementaux pour financer cet accompagnement.
- Il soutient l'investissement dans le secteur de la mobilité solidaire pour multiplier les solutions de location et réparation de voitures ou de deux-roues à prix accessibles, d'auto-partage et de mise à disposition de véhicules, de formation et d'accompagnement. En dédiant une partie du soutien aux structures d'insertion par l'activité économique, il crée des emplois pour des personnes en insertion.
- Il renforce le « micro-crédit mobilité » pour financer l'acquisition d'une voiture ou d'un deux-roues, son permis de conduire ou son assurance automobile, en complément des autres aides disponibles pour les demandeurs d'emploi, notamment celles de Pôle emploi et des missions locales.



CINQ GRANDES MESURES

MESURE 1

34 plateformes mobilité créées en 2021 dans les zones non encore pourvues



OBJECTIFS

Soutenir l'organisation territoriale de la mobilité solidaire par le développement d'une offre intégrée de mobilité : un point d'entrée unique offrant lieu d'accueil, conseil et accompagnement des personnes, soutien pédagogique et solutions matérielles.



CONTENU

Création de plateformes mobilité dans les zones non pourvues.



BUDGET

5 M€ (150 K€ par département en cofinancement avec les Conseils départementaux).



CALENDRIER

Mise en place de la mesure dès 2021, dans le cadre des conventions entre l'État et les Départements qui le souhaitent.



LÉO, 22 ANS

Léo, a trouvé un stage mais ne

peut pas d'y rendre, d'autant que les horaires sont atypiques. La plateforme mobilité a mis en place un système d'auto-partage qui lui permet d'utiliser la voiture de son voisin qui ne travaille que le matin.

MESURE 2

Un accompagnement à la mobilité pour les publics en insertion



OBJECTIFS

Accompagner 20 000 personnes éloignées de l'emploi, demandeurs d'emploi et bénéficiaires du RSA pour diagnostiquer et lever les freins à la mobilité.



CONTENU

Mise en place d'une prestation permettant à Pôle emploi ou un travailleur social d'un Département de prescrire: un diagnos-

tic individuel par un conseiller mobilité pour mesurer et qualifier les freins rencontrés ; puis en fonction de la situation, un accompagnement à la levée des freins matériels, financiers, cognitifs ou psycho-sociaux vers une pratique de la mobilité plus autonome.



BUDGET

10 M€ pour financer les 20 000 prestations dont 4 M€ pour Pôle emploi et 6 M€ pour les conseils départementaux, dans le cadre des conventions de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi.



CALENDRIER

Mise en œuvre en 2021.

KENZA, 42 ANS



Kenza, au RSA, accompagnée par un travailleur social du Conseil départemental, appréhende de prendre les transports en commun. Or elle a pour projet de suivre une formation. Le conseiller de la plateforme mobilité qui vient d'être créée avec le soutien du Conseil départemental et de l'État, après avoir identifié les freins, lui propose de l'aider à se repérer dans l'espace et l'accompagne la 1^{ère} fois qu'elle doit prendre les transports en commun afin de se rendre au lieu de formation.

MESURE 3

Le micro-crédit mobilité



OBJECTIFS

Financer ou compléter le financement des solutions de mobilité (acquisition/réparation de voitures ou deux-roues, permis de conduire, assurance auto, etc.) pour des personnes éloignées de l'emploi qui n'ont pas accès au crédit classique.



CONTENU

Prêt accordé par les banques et les institutions de micro finance avec la garantie de l'État, d'un montant de l'ordre de 3 000 € (5 000 € maximum) remboursable sur une durée pouvant atteindre 5 ans.



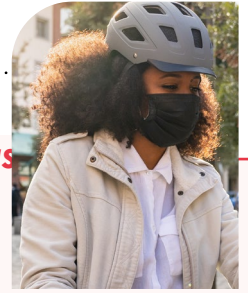
BUDGET

Abondement du fonds de cohésion sociale de 1,5 M€ en garantie de l'État, permettant de financer 26 000 prêts (contre 15 000 en 2020).



CALENDRIER

Mise en œuvre en mars 2021 en lien avec la Caisse des dépôts, la BPI, les banques, l'UNAF, les CCAS, les Points conseil budget.



MÉLISSA, 27 ANS

Mélissa, n'a pas le permis, habite dans un petit village et la gare la plus proche est à 4 km. Pôle Emploi la met en lien avec un conseiller mobilité qui envisage avec elle toutes les possibilités pour être autonome dans ses déplacements. Elle décide d'apprendre à faire du vélo et d'acheter un vélo électrique. La plateforme mobilité organise des cours pour apprendre à pédaler. Pour financer son vélo, elle mobilise les aides de sa région et complète avec un micro-crédit mobilité. Elle remboursera 40 € par mois pendant 1 an et demi.

MESURE 4

Le développement des solutions de mobilité par les structures de l'insertion par l'activité économique (iae) pour des personnes en insertion



OBJECTIFS

Multiplier les solutions de mobilité pour les personnes éloignées de l'emploi et notamment celles en IAE et créer des emplois d'insertion sur les métiers de la mobilité.



CONTENU

Financement de projets d'investissements portés par les acteurs de l'IAE dans le champ de la mobilité solidaire via un appel à projets du fonds de développement de l'inclusion de projets (FDI) : mise à disposition de véhicules et de deux-roues, co-voiturage, location à faible coût, réparations de véhicules, formation au code de la route, apprentissage du vélo, etc.



BUDGET

12,5 M€



CALENDRIER

Appel à projet du FDI publié en avril, dépôt des projets d'ici le 15 juin.



BASTIEN, 43 ANS

Sébastien est salarié d'un chantier d'insertion dans le maraîchage bio et habite à 30 km de son lieu de travail. Un voisin l'avait véhiculé pour passer les entretiens d'embauche, Pôle Emploi avait pris en charge les frais (0,2 centimes/km). Maintenant qu'il a accepté l'emploi, le garage solidaire que lui a indiqué Pôle Emploi lui propose la location d'un véhicule à faible coût.

MESURE 5

Le soutien à la mobilité résidentielle



OBJECTIFS

Poursuivre la démarche entreprise par Pôle emploi depuis 2019 pour accompagner les demandeurs d'emploi qui le souhaiteraient dans une mobilité résidentielle vers une zone d'emploi en tension



CONTENU

Accompagnement des candidats dans leur projet de mobilité, entretiens individuels,

ateliers, mise en relation avec les entreprises en recherche de salariés, aide à l'installation dans le territoire d'accueil.



BUDGET


1 M€



CALENDRIER

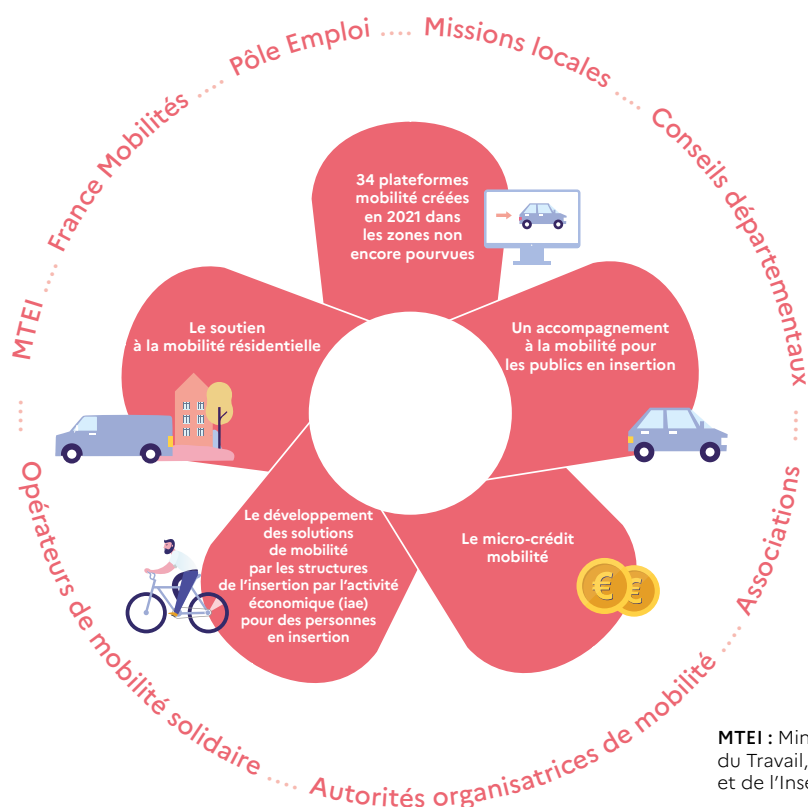
Mise en place à partir de septembre 2021.

CHRISTINE, 50 ANS



Christine a été licenciée l'an dernier suite à la fermeture de sa boîte. Elle souhaite se reconvertir et travailler auprès des personnes âgées et aimerait déménager à la campagne. Avec l'aide de Pôle Emploi, elle identifie des offres intéressantes en Mayenne où beaucoup d'offres sont non pourvues. Elle saute le pas et est accompagnée tout du long jusqu'à son installation sur place !

Coordination des acteurs pour la mise en place des mesures



MTEI : Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion

LES AIDES FINANCIÈRES À LA MOBILITÉ PROPOSÉES PAR L'ÉTAT SONT RÉPERTORIÉES :

- > pour les jeunes : sur la plateforme #1jeune1solution <https://www.1jeune1solution.gouv.fr/>, la Boussole est un calculateur d'aides
- > pour les demandeurs d'emploi, sur le site de Pôle Emploi : <https://clara.pole-emploi.fr/aides/type/aide-a-la-mobilite>
- > pour des précisions sur le micro-crédit : <https://www.france-microcredit.org/>